



Il ne se passe pas un jour sans que l'un des grands thèmes économiques et sociaux soit évoqués dans la presse : mondialisation, changements climatiques et dégradation de l'environnement, création d'emplois, chômage des jeunes et des diplômés, migration, fuite des cerveaux, croissance soutenue et équitable, gouvernance. Voilà autant de thèmes qui interpellent. Les défis qu'ils soulèvent peuvent paraître insurmontables et les solutions durables difficiles à trouver. Et quand des programmes ambitieux sont mis en œuvre pour y faire face, leur mise en application peut se révéler plus ardue et coûteuse que prévu et produire au final des résultats différents de ceux qui avaient été visés au départ.

Les défis posés par la mondialisation inquiètent gouvernements, populations, et entreprises. Des pans entiers d'industries manufacturières et d'autres secteurs de productions traditionnelles disparaissent rapidement de certaines régions ou sont fortement menacés, entre autres par une déferlante de produits fabriqués en Asie à des échelles et à des coûts inégalés. Simultanément se posent dans beaucoup de pays la brûlante question d'un chômage élevé, particulièrement des jeunes, et l'angoissant problème des diplômés chômeurs. Devant des exigences

croissantes de compétitivité, nombreux sont ceux et celles qui appréhendent de « passer à la moulinette » de la mondialisation prochainement. Certes, les mutations rapides que nous connaissons apportent avec elles bien des incertitudes, mais elles offrent aussi des opportunités inégalées.

Une nouvelle forme de développement économique se met en place avec la « révolution du savoir » résultant d'une croissance rapide des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), de l'accélération des changements techniques et de l'intensification des échanges internationaux. Cette « révolution du savoir » offre aux pays de la zone MENA des opportunités nouvelles en termes de croissance et d'emploi, qu'ils doivent saisir pour mieux se placer dans l'économie mondiale.

La connaissance a toujours joué un rôle déterminant dans le processus de croissance économique. Cependant, on assiste maintenant à une accélération, — avec la transformation des systèmes techniques au niveau mondial, le développement foudroyant des NTIC, une automatisation et une informatisation poussée des activités de production—, des liens de plus en plus étroits entre science et innovation, et le développement de nouveaux domaines comme la biotechnologie et les nanotechnologies. Ces changements modifient considérablement l'environnement des affaires, les conditions de la croissance économique et les paramètres de la compétitivité à l'échelle mondiale. Dans cette nouvelle économie qui émerge - communément appelée « économie de la connaissance » ou « économie fondée sur le savoir » - le savoir permet d'enrichir tous les secteurs et tous les agents : il est la source de nouvelles industries, un facteur du renouveau des industries traditionnelles et un élément déterminant de la compétitivité et du bien-être social.

L'économie de la connaissance, c'est plus que les NTIC et la société de l'information : c'est une nouvelle façon de concevoir les stratégies de développement, dans laquelle les politiques concernant la connaissance et l'innovation jouent un rôle central. Elle repose sur quatre principaux piliers. D'abord un cadre économique et institutionnel qui stimule l'utilisation efficiente du savoir et un climat entrepreneurial dynamique. En second lieu, des populations bien formées, qualifiées et créatives. En troisième lieu, des infrastructures NTIC bien développées. Enfin, un système d'innovation efficace basé sur une interaction dynamique entre le monde scientifique et technologique et le monde des affaires. A cela s'ajoute un cinquième ensemble comprenant les éléments intangibles de type culturel qui reflètent une confiance et une vision du futur collective et détermine le caractère dynamique intrinsèque d'une société.

Ce nouveau concept opérationnel est maintenant adopté par de nombreux pays et est largement promu par les organisations internationales. Les exemples de réussite se multiplient : Corée, Irlande, Finlande et plus récemment les Indes, pour n'en citer que quelques-uns. Les pays du Maghreb se sont déjà engagés sur la voie de l'économie de la connaissance par divers réformes et autres programmes : libéralisation des télécommunications, très rapidement suivie d'une expansion rapide de ce secteur, amélioration du climat des affaires, programme d'encouragement des IDE y compris dans les NTIC et autres activités technologiques, promotion de technopôles, initiatives visant à associer les scientifiques et autres universitaires Maghrébins expatriés aux développements scientifiques et technologiques de leurs pays d'origine, efforts de modernisation des systèmes d'éducation et de formation, etc.

Ce dernier point retient particulièrement l'attention, notamment de partenaires comme la Banque mondiale dont l'un des objectifs majeurs est d'accompagner les pays du Maghreb dans cette entreprise complexe : assurer à des populations composées en majorité de jeunes, un accès à une formation et à un niveau de qualification correspondant aux réels besoins économiques de leurs pays. Ceux-ci pourront ainsi tirer parti au mieux de leur avantage démographique – appelé parfois « dividende démographique » grâce à l'apport d'une population jeune – qui s'est révélé être un moteur d'un développement accéléré, auparavant dans les pays industrialisés et tout récemment dans certains pays Asiatiques. Grâce à une population mieux formée et qualifiée et grâce aux progrès supplémentaires réalisés dans les autres registres de l'économie de la connaissance, le secteur privé du Maghreb – un des thèmes principaux de cette édition de Nawafid sur le maghreb – pourra jouer pleinement son rôle de moteur de la croissance créatrice d'emplois et de richesses.

Yves Duvivier